

**Israël - Territoires palestiniens -
Conférence pour la paix au
Proche-Orient - Entretien de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, avec
«France3» - Extraits
(Paris, 15 janvier 2017)**

(...)

Q - Aujourd'hui a lieu une conférence sur le Proche-Orient à Paris sous l'égide de la France, qui va se poursuivre cette après-midi. Le conflit Israël-Palestine, cela fait 70 ans que cela dure, ce n'est pas aujourd'hui que cela va être réglé. C'est plus du symbole ?

R - Ce n'est pas que du symbole. La première réunion que la France a organisée, c'était le 3 juin dernier. Il y avait 34 pays représentés. Aujourd'hui, ce nombre est plus que doublé et il représente les pays de la communauté internationale. Et ces différentes initiatives de la France, - la France sait qu'il faut du temps, que tout ne sera pas réuni en une réunion -, ont permis de remettre à l'agenda international ce conflit qui dure depuis si longtemps. C'est un acquis.

Q - Mais le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, qui n'est pas à Paris, estime que cette conférence est une imposture palestinienne sous les auspices de la France. Que lui répondez-vous ?

R - Quand 70 pays plus les Nations unies, l'Union européenne et la Ligue arabe se réunissent à Paris le 15 janvier, cela ne peut pas être qualifié d'imposture. C'est une réalité politique qui s'inscrit dans une étape qui est intervenue le 23 décembre au conseil de sécurité des Nations unies où a été votée une résolution. C'est une étape très importante et qui est aussi le fruit des initiatives françaises, condamnant la colonisation qui empêche la perspective...

Q - C'est violent tout de même ! Voyez ce qu'il dit sur la France quand même !

R - Oui, mais que se passe-t-il sur place ? Il y a encore eu, dimanche dernier, un attentat à Jérusalem qui a fait des morts israéliens et que nous avons bien entendu condamné. Le gouvernement israélien a dit lui-même que c'était une initiative d'inspiration de Daech. Personne n'a envie qu'après les affrontements au quotidien qui risquent de s'amplifier Daech intervienne en plus dans cette situation. Pour nous, la question de la paix entre Israéliens et Palestiniens est une question clé pour la paix dans cette région et dans le monde.

Q - Pour éviter que les Islamistes n'entrent dans le...

R - Bien entendu. Il faut tout faire pour cela. Je parle en ami d'Israël et je suis pour que l'on assure sa sécurité dans la durée. Mais si on laisse se dégrader cette situation, si on continue de créer le désespoir, notamment dans la jeunesse palestinienne, où va-t-on ? Tous ceux qui sont autour de la table de la conférence partagent cette nécessité qu'Israéliens et Palestiniens reprennent enfin les négociations.

Q - Donald Trump veut installer l'ambassade américaine à Jérusalem. C'est une provocation ?

R - Bien sûr. Mais je crois qu'il sera dans l'impossibilité de le faire.

Q - C'est une provocation ou c'est pire que cela ?

R - Je crois que ce serait extrêmement lourd de conséquences. Ce n'est pas la première fois que cette question est à l'ordre du jour aux États-Unis. Mais aucun président américain, malgré les déclarations qu'ils avaient pu faire à certains moments, se sont laissés aller à cette décision.

Nous voulons rappeler, par cette conférence, la nécessité de la négociation pour que la perspective de deux États, un État israélien et un État palestinien vivent côte à côte en paix et en sécurité.

Q - Mais Donald Trump menace en disant cela, c'est une menace.

R - Quand on est président des États-Unis - et on va donc attendre le 20 janvier prochain -, sur cette question comme sur les autres, on ne peut pas avoir une position aussi tranchée et aussi unilatérale, il faut chercher à contribuer à créer les conditions de la paix. C'est cela notre conception, celle que j'ai rappelé de François Hollande, qui est celle de la France : une conception organisée du monde.

Et plus le monde évolue, que ce soit sur le plan économique, sur le plan technologique, sur le plan des échanges, plus il faut de l'organisation, plus il faut de la négociation, plus il faut de la régulation ; on le voit sur la transition énergétique sur l'accord de Paris. (...)/.